

PRÉFACE

Rigas Arvanitis

Pour quelle raison voudrait-on obtenir un doctorat ? Dans aucun pays, dans aucune circonstance, cette simple question n'invite à une réponse simple. Les réponses évidentes liées au statut social (un meilleur emploi, faire partie de l'élite, aller au plus haut dans l'échelle supposée de la distinction) sont toutes sujettes à questionnement et le présent ouvrage indique de nombreux exemples, dans plusieurs pays africains, où l'obtention d'un doctorat n'apporte pas ces bénéfices supposés. La crise provoquée par le chômage des docteurs dans de multiples pays en est une des manifestations les plus spectaculaires. Mais il existe aussi des circonstances et des situations institutionnelles qui affectent la manière dont s'organisent et se déroulent les études et recherches doctorales, mais aussi leur perception par l'ensemble de la société, leur utilité et leur reconnaissance. Ce livre est un très beau témoignage de la diversité des situations, même si les auteurs perçoivent des enjeux communs sur l'ensemble du continent africain.

Comme cela est montré ici, le diplôme de doctorat en Afrique a été un objet d'études et de controverses avant même d'être la réalité sociale et éducative qu'il est aujourd'hui. Il est aussi un passionnant objet d'étude, comme le montre cet ouvrage qui explore la multiplicité des formes que prend cette réalité sur le continent. J'invite cependant les lecteurs à considérer une des pistes qui est, à mes yeux, la plus importante : la montée en puissance de la recherche scientifique au sein des universités africaines.

Faut-il rappeler que la recherche reste une activité rare sur le continent, mal financée et mal aimée des élites de la plupart des pays, mais qui pourtant se développe à grande vitesse, comme pour mettre les bouchées doubles et rattraper le retard. Comme le signalent les éditeurs scientifiques de cet ouvrage, pendant plus de dix ans, à la fin du xx^e siècle, les pays africains ont connu, à des degrés divers, de profondes crises financières et l'imposition de « politiques d'ajustement structurel », ce

qui n'est qu'un autre nom de la domination des institutions financières mondiales sur les pays les plus vulnérables de la planète. Mais ce fut aussi une période de négation de la nécessité de développer l'enseignement supérieur dans les pays africains. Cette doctrine fut soutenue par des économistes de la Banque mondiale avec succès – sous un argument spécieux, mais manifestement accepté, de besoins en éducation primaire et secondaire au détriment de l'enseignement supérieur. Certains de nos illustres professeurs en France prônaient un besoin de « techniciens », et non de chercheurs. Étrangement, malgré cela, durant ces années plutôt sombres, le potentiel scientifique formé au moment des indépendances des pays africains (et même après cela) n'a pas disparu, même si les enseignants et les universitaires ont vécu de salaires très faibles, voire inexistantes. Au contraire, et contre toute attente, ce premier potentiel humain, formé juste après les indépendances, s'est maintenu.

Après cette longue période où la recherche a été à proprement parler désinstitutionnalisée et où les universités ont été réduites à une peau de chagrin, on observe, au début des années 2000, une croissance rapide des publications scientifiques d'auteurs affiliés à des universités africaines. Ainsi est-on passé de cette science désinstitutionnalisée à une phase de profonde ré-institutionnalisation, marquée par le renforcement de l'enseignement supérieur, la consolidation des formations et l'apparition de formations de master et doctorat. Cet ouvrage en signale plusieurs instances, mais surtout il permet de cerner l'enjeu à la fois politique, géopolitique, social et économique que représente cette révolution silencieuse du continent.

À l'occasion du projet « Sahel Financement Recherche » (Safire) sur la recherche dans six pays francophones¹, nous avons pu mesurer cette avancée rapide des publications scientifiques. La situation décrite lors des travaux de terrain semblait aussi moins dramatique que dix ans auparavant. Les chercheurs, pour l'essentiel des universitaires, étaient moins dispersés. Dans certains domaines, d'importants financements ont fait leur apparition (GOUDIABY *et al.*, 2024). Notre constat s'est aussi confirmé à l'échelle du continent africain grâce au travail de suivi que mène le Centre de recherche sur l'évaluation, la science et la technologie (Crest) en Afrique

1. Groupe connu sous le nom « 5+1 » : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad et Sénégal.

du Sud. La question se pose alors non pas de la croissance de l'activité de recherche mais du financement et de la consolidation des centres de recherche (ARVANITIS *et al.*, 2022). C'est d'ailleurs dans cette voie que s'est récemment lancée la Banque mondiale pour créer des pôles d'excellence en Afrique, également mentionnés dans les pages de cet ouvrage.

Au-delà des chiffres, il faut tenter non seulement d'évaluer le potentiel de recherche, mais aussi d'établir un ou plusieurs diagnostics qui permettent de saisir le sens de cette croissance. La massification des universités, que signalent plusieurs chapitres de cet ouvrage, est évidemment un des éléments de cette augmentation. Il se limite à l'aspect démographique et les auteurs de cet ouvrage prennent soin de signaler que l'établissement des programmes de doctorat ne peut être uniquement expliqué par cette croissance. Ils s'accordent aussi pour dire que, malgré la spectaculaire progression du nombre d'étudiants et de programmes de doctorats, le continent est encore très loin de combler son retard. S'ajoutent, nous disent les spécialistes réunis dans ces pages, les défaillances dans le mentorat des étudiants, la durée beaucoup trop longue de la réalisation des travaux pour aboutir à la thèse, et surtout le manque d'appui de la part d'équipes de recherche, encore trop rares pour faire face aux besoins de formation à ce niveau.

Or c'est précisément sur ce dernier point qu'il faudrait agir afin que le doctorat reprenne un sens, bien au-delà du simple colifichet social. Obtenir un doctorat devrait être lié non pas aux besoins du marché, ou à la course au diplôme le plus élevé, mais à des besoins de recherche. Le doctorat est un des plus puissants instruments de recherche, il permet de former le doctorant, mais surtout de mener à bien d'importants projets de recherche. Dans l'idéal, un doctorant ne devrait jamais être déconnecté d'une équipe de recherche ; il devrait en être membre principal. Le regard porté sur les doctorants et les doctorantes devrait aussi changer, ils devraient être considérés non pas comme des élèves mais comme des artisans compagnons, qui à la fin de leur période de recherche seront capables de montrer une œuvre considérée comme digne de figurer parmi les travaux des autres chercheurs, afin de devenir un « pair » dédié à la recherche.

De ce point de vue, la consolidation de la recherche dans les universités africaines est le signe d'une très profonde transformation, une véritable « révolution », bien que ce terme ne plaise sans doute pas à toutes les présidences universitaires. Les collègues d'Afrique du Sud, premier pays

à avoir relancé son activité scientifique, ont préféré parler de « renaissance africaine ». Il est vrai que ce terme englobait alors bien plus que le secteur universitaire pour qualifier cette période faste après la chute de l'apartheid. L'augmentation des effectifs dans les universités africaines est indéniable, même si on a beaucoup de mal à la mesurer pour cette partie du personnel dédié à la recherche (comme tentent de le faire UNESCO, 2021 ; MEYER *et al.*, 2020).

Notons, comme nous l'a montré le projet Safire évoqué ci-dessus, que l'augmentation du nombre d'enseignants pose de manière aigüe la question du renouvellement des générations d'enseignants-chercheurs dans l'enseignement supérieur. Sans nul doute, la génération majoritairement composée d'hommes de plus de 50 ans devrait permettre aux plus jeunes d'obtenir des postes dans les mêmes universités. Néanmoins, on nous a rapporté de nombreux cas de postes verrouillés par leurs titulaires. Les institutions universitaires doivent permettre d'intégrer rapidement les nouvelles générations, en leur permettant de co-exister avec les « anciens ». Or, ces derniers ont des avantages liés à leur longévité professionnelle et à leurs réseaux de connaissances établies de longue date. Les nouveaux enseignants sont en revanche combatifs, porteurs de thématiques récentes, et ceux qui reviennent de l'étranger ont de solides relations de collaboration avec des partenaires étrangers, souvent nécessaires pour compléter leurs travaux et consolider la recherche. Ce processus est actuellement en pleine expansion et les formations de troisièmes cycles, dont cet ouvrage est l'objet, en sont le principal lieu de réalisation.

Ainsi, dans ce renouveau de l'activité de recherche et des formations universitaires se constitue un espace qui devient aussi un formidable terrain d'affrontements et de tensions. On peut espérer que ce ne sera pas seulement une lutte de positions de pouvoir, mais aussi un moment de construction pour légitimer les activités scientifiques. Plus de trente-cinq ans de travaux sur la sociopolitique de la recherche nous ont enseigné qu'au-delà de la création de communautés scientifiques, le défi principal de la recherche est d'être acceptée et légitime dans chaque pays, auprès de chaque gouvernement, et parmi les élites des pays en question. Comme l'ont montré, il y a longtemps déjà, les travaux de l'équipe de Roland Waast à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France et ceux de Johann Mouton au Crest à l'université de Stellenbosch (MOUTON, 2007), l'acceptation sociale de la recherche est un acte politique d'affirmation de sa propre nécessité, à l'image

d'une Constitution qui fait exister une communauté nationale par sa volonté propre. Tout en défendant la qualité de l'enseignement supérieur et la reconnaissance des diplômes, il faut s'assurer d'une étroite connexion entre les programmes de doctorat et de master de formation à la recherche, en lien direct avec les travaux scientifiques menés dans le pays. En Afrique francophone, le rôle d'une institution comme le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) est à ce sujet remarquable. Les efforts de coordination des politiques de recherche, qui devront nécessairement impliquer les doctorants, sont une autre voie à étudier, plutôt explorée à ce jour en Afrique anglophone.

Ainsi, au-delà de l'enceinte universitaire, il faut aussi arriver à renforcer l'acceptation de l'activité de recherche. Ceci reste beaucoup plus difficile que les réformes évoquées au paragraphe précédent car, pour la très grande majorité du personnel politique et des élites africaines, la recherche n'est ni bien connue ni reconnue. Cette méconnaissance est d'autant plus forte que les budgets sont faibles : quelle est la légitimité de budgets qui comptent pour quelques dixièmes de pourcentage du PIB ? D'ailleurs, la question des financements de la recherche, et par la même occasion des formations doctorales, sera sans aucun doute la grande affaire des vingt prochaines années en Afrique. Et il faudra montrer concrètement des résultats, car certains gouvernements ont parfois purement et simplement éliminé des budgets dédiés à la recherche, même lorsqu'ils étaient disponibles, provenant de financements étrangers, et même après des votes d'accord au parlement ! L'urgence semble toujours se situer ailleurs.

Pourtant, des questions comme la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en médicaments, la santé publique, l'avènement d'un développement durable, la lutte contre le réchauffement de la planète, la santé globale, la compréhension des grands changements culturels et sociaux dus à la globalisation de nos sociétés sont autant d'enjeux globaux auxquels s'attache aujourd'hui la recherche. Elle-même devient multidisciplinaire par nécessité et doit se nourrir de multiples intelligences sur le globe. Elle doit engager la participation de chercheuses et chercheurs africains, de docteurs et docteuses africains dans des consortiums multi-situés et multinationaux. Les programmes de doctorat joueront un rôle crucial dans ce processus. Cet ouvrage devient ainsi une lecture nécessaire pour comprendre les multiples facettes de cet enjeu principal.

collection
[mondes inégaux]

ÉTUDES DOCTORALES AFRICAINES

*Diversité de situations
et enjeux communs*

Sous la direction de
Jean-Baptiste Meyer
Abdelhakim Lounaci
Mohamed Benguerna




Éditions

Ce texte fait l'objet d'une édition en anglais :

MEYER J.-B., LOUNACI A., BENGUERNA M., 2025 – *Doctoral studies in Africa: Diverse contexts and common challenges*. Cape Town, African Minds-IRD Éditions.

Direction de la collection

Philippe Lavigne Delville

Coordination éditoriale

Jasmine Portal Cabanel

Préparation de copie

Stéphanie Quillon

Conception graphique

Alan Guilvard – Format Tygre

Mise en page

Charlotte Devanz

Réfection des illustrations

Éric Opigez

Traduction

Fluent Planet

Photogravure

IGS-CP

En couverture : © IRD/P. Brehmer

Étudiants devant la faculté des Lettres et des Sciences sociales de l'université Cheikh-Anta-Diop (Ucad), Sénégal.



Cette publication en libre accès est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0, consultable à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/4.0/deed.fr>. Elle autorise toute diffusion de l'œuvre originale dans son intégralité, sous réserve de mentionner les auteurs et les éditeurs et d'intégrer un lien vers la licence CC BY-NC-ND 4.0. Aucune modification ni exploitation commerciale ne sont autorisées.

© IRD, African Minds, 2025

ISBN papier : 978-2-7099-3079-6

ISBN PDF : 978-2-7099-3080-2

ISBN epub : 978-2-7099-3081-9

ISSN : 3074-9905